ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
ENS LYON



DÉBAT

avec **Edwy Plenel**
Fondateur et rédacteur en chef de Mediapart
Ex Directeur du Monde

et **Josepha Laroche**
Professeur de Science politique
à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne
Créatrice en 2009 du Centre d'Etudes
et de Recherches Transnationalistes,
Chaos International
www.chaos-international.org

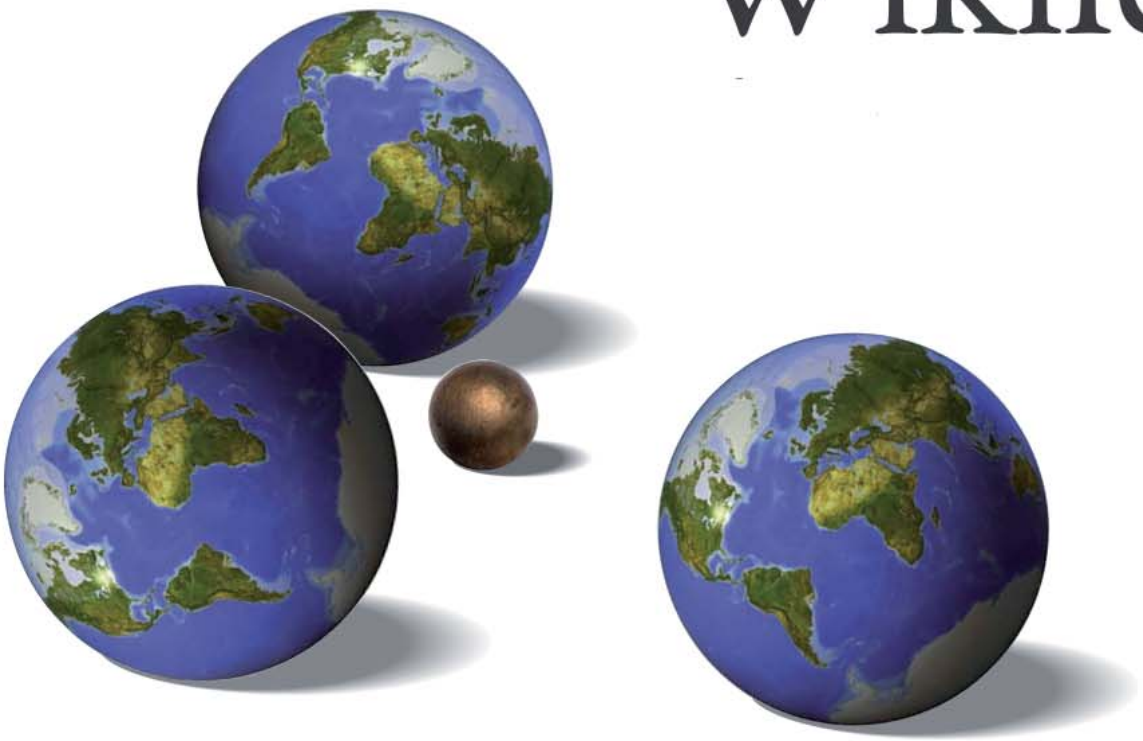
Débat animé par **Gérard Wormser**
ENS

20 janvier 2011

LA PLACE DU MARCHÉ
FEUILLETON INTELLECTUEL

Résumé de l'épisode 2

le marché de l'information à l'heure de Wikileaks



ENS DE LYON

GRANDLYON communauté urbaine | *Métropole des savoirs*

LA PLACE DU MARCHÉ
FEUILLETON INTELLECTUEL



Bienvenue dans un village planétaire où les slogans valent prescription !
Les marques comme vecteurs de notre identité sociale ?
Une liberté individuelle réduite à celle d'acheter ?
Comment le jeu des régulations sociales opère-t-il dans ce monde où consommer est devenu la norme première du le vivre ensemble?
D'où proviennent les orientations vitales pour tous ? Qui arbitre les décisions collectives ?
L'ENS et le Grand Lyon vous invitent à en débattre avec des intellectuels et des acteurs politiques ou économiques.



Résumé de l'épisode 2

Le marché de l'information à l'heure de Wikileaks

L'année 2010 aura vu de nombreux changements dans la presse. En France, les recapitalisations du Monde et de Libération, la mise en place d'une nouvelle direction à France-Télévisions ont rythmé une année durant laquelle la presse a pleinement joué son rôle de quatrième pouvoir et créé l'événement à plusieurs reprises. Au plan international, le choc vint de Wikileaks et de la mise à disposition de la presse et de l'opinion de nombreux documents liés à l'action diplomatique et militaire américaine.

En dépit de sa fragile économie la presse demeure-t-elle le cœur des démocraties ? Ces débats accompagnent-ils un irréversible déclin du politique, supplanté par des multinationales dont la discrétion va de pair avec la puissance ? La presse traditionnelle, qui a souffert de l'arrivée d'internet, crée aujourd'hui des zones payantes sur ses sites. De leur coté, les médias numériques, au modèle encore fragile, déploient des lignes éditoriales structurées et atteignent un lectorat élargi. Comment le marché de l'information se recompose-t-il ? Quelles transformations touchent l'espace public mondial ?

Par quelles sources l'état du monde nous parvient-il aujourd'hui ? A l'heure de Twitter, des réseaux sociaux et de Wikileaks, comment décrire le marché de l'information ?

La fin du secret manifeste le recul des États

Josepha Laroche revient au sens premier du terme *leak*, soit *fuite*, pour caractériser les révélations du site de **Julian Assange** : des informations qui auraient du rester secrètes. Mais à quel titre ? Au-delà de leur contenu, ces fuites ont provoqué des réactions. Les critiques se focalisent sur la notion de transparence. Les uns, politiques, diplomates, etc., ont condamné un procédé dangereux, voire criminel, dénonçant un totalitarisme de la transparence. D'autres, acteurs des ONG ou personnalités de la société civile, se sont au contraire félicités de ces révélations annonçant un surcroit de démocratie. Le point commun, cependant, est le constat d'une perte d'autorité des États. Car pour **Josepha Laroche** l'enjeu est là. En divulguant les câbles de la diplomatie américaine, Wikileaks a touché un élément constitutif des États :

leur prérogative diplomatique dont le corollaire est le secret. Cette transgression remet en cause la dichotomie sacré / profane qui fonde les États au 17e siècle. Ces derniers achèvent alors leur processus de construction en s'appropriant le monopole de l'action extérieure par l'expropriation des puissances privées (église, pirates, commerçants, etc.). Si Wikileaks s'invite ainsi dans le pré-carré des États, il le fait de surcroît en violant la loi du secret. Là encore, ce dispositif remonte au 17e siècle et s'incarne dans la figure de l'ambassadeur qui joue du secret comme d'un outil stratégique de construction et de production du pouvoir. Aujourd'hui encore, la démocratie doit montrer autant qu'elle doit cacher. La transgression de Wikileaks tient donc moins à la teneur de l'information divulguée qu'à l'offense faite aux États en montrant publiquement leur incapacité à protéger leurs secrets. C'est cette violation de l'interdit qui a conféré de la valeur aux révélations et surtout manifesté la fragilité des États frappés dans leurs fondements historiques. Depuis plus de trois siècles, les États demeuraient dans un entre-soi, dans une *« dialectique paix et guerre »* formant malgré tout un monde homogène. Voilà ce que met à mal l'irruption des acteurs non-étatiques : réseaux sociaux, Wikileaks, ONG, etc. Ainsi que l'expose **Josepha Laroche**, la mondialisation de l'information et la révolution numérique ne bouleversent pas seulement le modèle éditorial et économique de la presse mais également et radicalement l'ordre étatique. Les notions classiques de territoire, de souveraineté, d'autorité étatique et de monopole diplomatique doivent désormais céder le pas à une logique nouvelle à laquelle participent des acteurs non-étatiques. Or ceci a des effets considérables sur les valeurs traditionnelles de démocratie, de liberté d'expression et de [cyber-]citoyenneté.

L'information comme droit fondamental et outil de la démocratie

Edwy Plenel introduit son intervention en évoquant la révolte tunisienne. Cet événement majeur, que personne n'avait anticipé, est symptomatique d'une période marquée par l'imprévu, l'improbable. Confrontés à la difficulté de lecture du monde, nous pouvons cependant tracer collectivement une route pour peu que nous disposions d'informations. C'est ici que **Edwy Plenel** situe l'enjeu contemporain, non pas seulement du journalisme, mais de la démocratie qui fonde la légitimité du métier d'informer. Il s'agit de révéler aux citoyens le monde en son envers, parfois avec un effet de sidération comme dans le cas de Wikileaks qui manifeste la faiblesse de la puissance. C'est par la production et la mise en circulation de l'information que nous construisons un monde commun et une opinion publique mondiale. *« Là où croit le péril croit aussi ce qui sauve »*. En citant ces vers d'Hölderlin, **Edwy Plenel** illustre le paradoxe contemporain : nous vivons un ébranlement planétaire (crise du capitalisme, révolution numérique, décentrement du monde) et, en même temps, nous pouvons y trouver de quoi créer de la stabilité. Comment ? Par l'extension la plus radicale possible de la démocratie. Si la démocratie appartient à tous, sans privilège de naissance, de diplôme ou de savoir, la production d'un espace commun passe cependant par une démocratie de la connaissance, du savoir et du partage de l'information. Il faut donc réinventer un écosystème de l'information capable d'accompagner et d'éclairer les bouleversements que nous traversons. Pour le fondateur de Mediapart, il s'agit d'une nécessité démocratique qui fonde le droit universel à l'information. Pourquoi ? Parce que seule l'information peut aider à lire le monde en contrecarrant les stratégies de peur élaborées par les pouvoirs. *« Nous assurons votre sécurité, ne vous occupez de rien »*. L'ébranlement du monde touche également ceux qui sont installés au cœur des logiques du pouvoir. Conviction ou manipulation ? La tentation est en tout cas grande pour eux d'élaborer une politique de la peur qui consiste à effrayer pour justifier ensuite la réduction des libertés publiques et la démocratie. Pour contrer Wikileaks, les États n'ont-ils pas fait pression sur les hébergements et les banquiers, en transgressant le principe d'égalité devant le droit ? À la politique de la peur, il faut opposer un espace public d'information sécurisé par un droit fondamental à l'information dès lors que celle-ci est d'intérêt public. Ce droit est un pilier de la démocratie qui doit permettre au citoyen de trancher en apportant de la transparence dans les affaires publiques. Contrairement à ce qui a été dit, la transparence souhaitée par Wikileaks ne renvoie pas à la Chine de Mao. Les dictatures rendent transparent ce qui est de l'ordre de l'individu et opaque ce qui est de l'ordre du pouvoir. Or Wikileaks cherche à produire l'inverse. Il faudra pourtant que les pouvoirs acceptent de donner aux peuples les moyens de se prononcer, ce qui implique une extension du domaine de l'information contre celui de l'opinion. Cela passe par une presse totalement libre qui peut se construire efficacement à partir des outils numériques, participatifs, rapides et planétaires. Cette presse est porteuse d'une potentialité nouvelle pour la démocratie, qui ne doit pas se limiter pas à la délégation des pouvoirs individuels au moment de l'élection, suivie par l'abandon ou la perte de ce pouvoir durant le temps du mandat. Si on cesse de stimuler les peurs, la démocratie peut vivre horizontalement, partagée par tous : Internet peut y aider parce qu'il consacre l'amateur, permet les échanges entre experts et profanes, relie les différences… **Edwy Plenel** conclut sur la nécessité



de défendre trois valeurs sur l'Internet : valeur d'une information de qualité, valeur de l'indépendance du journaliste qui n'est responsable que devant le public et valeur du public qui discute et s'agrège.

Discussion avec la salle

Madame Laroche a parlé d'effacement des États. Il semble que cela soit davantage vrai des États du nord — notamment européens — que de l'Inde, de la Chine ou du Brésil où ils se renforcent.
Pour J.L. les exemples cités sont l'arbre qui cache la forêt. Il y a bien un retrait général des États et on voit qu'ils n'ont pas les moyens de mettre en œuvre leurs politiques publiques, sont impuissants à réguler marchés financiers et paradis fiscaux... Cela ne signifie pas qu'il n'y a plus d'états, mais qu'ils ont perdu de leur autorité au profit d'acteurs non étatiques comme les ONG, les firmes, le marché, etc.

Bourdieu disait « La télévision cache en montrant ». Wikileaks ne cache-t-il pas en révélant ?
E.P. répond que Wikileaks est du *« data journalisme »*. L'enjeu est donc celui de la qualification de l'information, raison pour laquelle Wikileaks a cherché un relais dans la presse traditionnelle. Mais WikiLeaks ne cache rien. Il a confié aux journaux internationaux la responsabilité de trier une masse brute et de la restituer au public. Ici, ce sont ces derniers qui cachent en faisant des coupes, supprimant des noms, des lieux, etc. E.P. regrette cette ambiguïté.

Si l'indépendance de la démocratie passe par une liberté de la presse qui transcende toutes les règles y compris celle du vol, alors qui est gardien du bon fonctionnement et de la hiérarchie des règles ?
E.P. explique que les journalistes ne sont pas au-dessus des lois. Le droit à l'information ne supplante pas automatiquement les autres droits, mais doit être porté haut. Il ne doit pas être un droit « sauf », mais un droit fondamental. S'il y a des conflits de droit, c'est à la démocratie de les arbitrer, ce qui est sa mission première. Sans ce droit à l'information, on ne construit pas d'avenir commun notamment parce que le pouvoir produit de l'opacité. Or le secret des affaires publiques doit être l'exception. Pour E.P. *« Si certains jugent que nous violons la loi, ils ont le droit de nous attaquer en justice et nous, celui de nous défendre. Nous n'avons rien volé, nous avons exploité quelque chose qui a été volé. Celui qui a volé doit rendre des comptes et nous expliquons pourquoi nous avons exploité cela »*. Les motifs et la légitimité ? Le travail de journaliste qui consiste à faire le tri : récusant toute atteinte à la personne et au secret professionnel, il ne retient que ce qui a trait aux délits, en considération de l'intérêt public. Avec le respect du contradictoire, explication de la construction d'un article, rectification, droit de réponse, etc., le numérique permet beaucoup plus de chose en matière de déontologie ou d'éthique que la presse papier traditionnelle.

Le métier de journaliste de demain n'est-il pas seulement de trier et hiérarchiser l'information ?
Si cette fonction existe, elle n'est pas la seule. Pour E.P. le métier de journaliste combine trois missions : tri, hiérarchisation et synthèse ; reportage et témoignage ; enquête ; et analyse. Il ne suffit pas de penser politiquement juste pour informer vrai. Cela passe par un écosystème de l'information qui anime la vitalité d'un débat démocratique au profit d'un bien commun qui nous surpasse. Ce ne sont pas les opinions qui font l'opinion, disait un sociologue américain, mais les faits.

